



Bulletin de la Consultation régionale sud-américaine de l'IMoSEB

Un compte rendu de la Consultation régionale sud-américaine du Processus consultatif vers un Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité (IMoSEB)

Publié par l'Institut international du développement durable (IIDD) en collaboration avec le Secrétariat de l'IMoSEB

DISPONIBLE EN LIGNE SUR LE SITE WEB [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/IMOSEB5/](http://www.iisd.ca/YMB/IMOSEB5/)
VOLUME 132, No. 5, SAMEDI 5 OCTOBRE 2007



COMPTE RENDU DE LA CONSULTATION RÉGIONALE SUD-AMÉRICAINNE DU PROCESSUS CONSULTATIF VERS UN MÉCANISME INTERNATIONAL D'EXPERTISE SCIENTIFIQUE SUR LA BIODIVERSITÉ: 2-3 OCTOBRE 2007

La Consultation régionale sud-américaine du Processus consultatif vers un Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité (IMoSEB) s'est déroulée du 2 au 3 octobre 2007 à Bariloche, Argentine. La cinquième d'une série de réunions régionales organisées pour le processus de l'IMoSEB, la réunion de Bariloche a rassemblé cinq représentants de l'IMoSEB et 19 experts venus de neuf pays de l'Amérique latine, y compris des représentants des organisations internationales et des organisations non gouvernementales (ONG), des institutions de recherche scientifique, des universités et des gouvernements.

Les participants ont entendu des présentations, échangé des points de vue et examiné diverses options pour un IMoSEB éventuel, sa structure, sa gouvernance, ainsi que des enjeux propres à la région de l'Amérique latine, dans le contexte de l'interface science-politique. Les discussions se sont déroulées en séances plénières et au sein de deux groupes de travail. Les participants sont parvenus à un large consensus sur la nécessité de la mise en place d'un IMoSEB et ont proposé deux options pour un tel mécanisme. La première option consisterait en un groupe international de scientifiques, de personnalités politiques et d'autres intervenants œuvrant dans le domaine de la biodiversité, appuyé par «un réseau des réseaux», pour l'échange et le développement de l'information scientifique. La deuxième option renforcerait les réseaux et les mécanismes d'information scientifique existants, avec un accent particulier sur le renforcement de la prise de décision aux niveaux national et régional sur les questions de biodiversité. La réunion a également atteint un consensus sur les besoins et les enjeux spécifiques de la région de l'Amérique latine, sa relation avec la Convention sur la Diversité biologique (CDB) d'une part, et avec les autres conventions liées à la biodiversité d'autre part, ainsi que sur le rôle du secteur privé et des communautés autochtones.

UN BREF HISTORIQUE DU PROCESSUS DE L'IMOSEB

La proposition d'un Processus consultatif vers un IMoSEB avait été initialement présentée à la Conférence de Paris «Biodiversité, Science et Gouvernance», tenue en janvier 2005 (Voir le rapport du Service d'information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/sd/icb/>). La proposition portait essentiellement sur une consultation visant à évaluer les besoins, la portée et la forme éventuelle d'un mécanisme international d'expertise

scientifique sur la biodiversité. La proposition bénéficiait de l'appui politique du Président français Jacques Chirac et du gouvernement français.

L'on procéda alors au lancement d'un processus consultatif, à l'établissement d'un Comité directeur international (CDI), d'un Comité exécutif et d'un Secrétariat exécutif, rattachés à l'Institut français de la Biodiversité (IFB), pour encourager et faciliter les discussions. Le CDI est un groupe ouvert composé d'environ 90 membres, dont des scientifiques, des représentants de gouvernements, d'organisations intergouvernementales, internationales, et non gouvernementales, ainsi que des communautés autochtones et locales.

Le CDI s'est réuni pour la première fois à Paris, France, les 21 et 22 février 2006. Les participants y ont convenu que le système adopté actuellement pour combler les écarts entre la science et la politique dans le domaine de la biodiversité nécessite de nouvelles améliorations et qu'une consultation permettrait d'identifier les écarts et les besoins éventuels à l'interface science – politique des processus actuels, s'il en existe, et de formuler des étapes appropriées pour aller de l'avant. Le Comité exécutif fut chargé de proposer un plan d'action pour la phase de consultation. Il fut décidé que la consultation devait commencer ses travaux en effectuant des études de cas pertinentes accompagnées de rapports, avant de procéder par la suite à une consultation élargie.

Des études de cas ont été menées en 2006, pendant que l'idée d'un IMoSEB était discutée dans le cadre d'un certain nombre d'événements, notamment à la Huitième Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité Biologique (CdP-8 CDB) en mars 2006, et à un atelier sur «les Interfaces internationales science-politique pour la gouvernance de la biodiversité» organisé à Leipzig, Allemagne, du 2 au 4 octobre 2006.

À sa deuxième réunion en décembre 2006, le Comité exécutif ayant examiné les résultats des études de cas, a posé les bases pour des consultations élargies sur tout IMoSEB

DANS CETTE ÉDITION

Un Bref historique du Processus de l'IMoSEB	1
Rapport de la Consultation	2
Présentation	2
Table ronde sur les Besoins et les Options	3
Discussions au sein des groupes de travail	3
Examen des Résultats de la Réunion	4
Séance plénière de clôture	6
Prochaines réunions	7
Glossaire	7

Le *Bulletin de la Consultation régionale sud-américaine de l'IMoSEB* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs de *Bulletin des Négociations de la Terre* © <www.iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Andrew Brooke. Édition numérique: Ángele Estrada. Traduction française: Hélène Kom - Révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditrice: Pia M. Kohler, Ph.D <pia@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat de l'IMoSEB. L'IIDD peut être joint au 161 Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tél: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées par courriel aux listes de distributions (dans les formats HTML et PDF) et peuvent être disponibles sur le site Web de IIDD, Service d'Information, <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 300 East 56th St. #11A, New York, NY 10022, USA.

susceptible d'être envisagé, en identifiant une série de «besoins et d'options». Ces besoins et ces options ont été distribués aux membres du CDI pour recueillir leurs commentaires, et un document résumant les suggestions, intitulé «Réponses des membres du CDI: Document sur les 'Besoins et les Options'», fut préparé par le Secrétariat du Processus consultatif vers un IMoSEB, et distribué en janvier 2007. Le document avait pour objectif d'aider les participants à une série de consultations régionales prévues pour 2007.

CONSULTATIONS RÉGIONALES: La Consultation régionale nord américaine de l'IMoSEB a été organisée à Montréal, Québec, Canada, les 30 et 31 janvier 2007. Les participants y ont écouté, en sessions plénières et au sein de trois groupes de travail, des présentations, échangé des points de vue et débattu diverses options pour un éventuel IMoSEB. La réunion n'a pas abouti à un consensus sur un nouveau mécanisme. Toutefois, elle a donné lieu à des échanges de points de vue et à l'élaboration des propositions qui ont guidé les futures discussions.

La Consultation régionale africaine s'est tenue à Yaoundé, Cameroun, du 1er au 3 mars 2007. En plus de débattre des options pour un IMoSEB éventuel, les participants y ont examiné l'expertise pour l'Afrique et les utilisateurs potentiels d'un IMoSEB, ainsi que les aspects institutionnels et financiers d'un IMoSEB. Un consensus général a été réalisé sur la nécessité d'un IMoSEB, et un éventail de points de vue et de propositions ont été exprimés sur la manière d'aller de l'avant. Les recommandations spécifiques contenues dans le rapport de la réunion incluaient: faire de l'évaluation des activités passées et en cours un outil de connaissance utilisable; explorer la possibilité d'établir un projet pilote en Afrique; et intégrer les savoirs traditionnels et les aspects socioéconomiques pour assurer le développement durable de la biodiversité, tout en respectant les structures législatives locales et nationales.

La Consultation régionale européenne du Processus consultatif a été organisée à Genève, Suisse, du 26 au 28 avril 2007. Les participants y ont identifié dix besoins pour un IMoSEB, et une structure possible pour permettre à un IMoSEB de répondre à ces besoins et objectifs, ainsi que des principes directeurs pour une stratégie de communication de l'information scientifique sur la biodiversité.

La Consultation régionale asiatique du Processus consultatif vers un Mécanisme international d'expertise scientifique (IMoSEB) s'est tenue à Beijing, Chine, les 24 et 25 septembre 2007. Les participants y ont examiné diverses options pour un IMoSEB éventuel, sa structure et sa gouvernance, ainsi que des questions propres à la région Asie, dans le contexte d'une interface science-politique. Ils sont parvenus à consensus sur un IMoSEB sous forme d'un groupe intergouvernemental indépendant servant les cinq conventions liées à la biodiversité et incluant une composante pluripartite affiliée à un organe des Nations Unies.

Une autre réunion régionale sera également organisée en Océanie, et les résultats des consultations seront reprises par le CDI à Montpellier, France, du 15 au 17 novembre 2007, lorsque le Comité devra produire les recommandations qui devront être présentées pour examen à la treizième réunion de l'Organe Subsidaire chargé de fournir des Avis Scientifiques, Techniques et Technologiques (ASASTT) de la CDB prévue à Rome, Italie, du 11 au 22 février 2008, et la CdP-9 de la CDB, qui se tiendra à Bonn, Allemagne, du 19 au 30 mai 2008.

Les rapports préparés par le Service d'information de l'IIDD sur les consultations organisées à ce jour peuvent être consultés à: http://www.iisd.ca/process/biodiv_wildlife.htm#imoseb. Des informations supplémentaires sont également disponibles à: <http://www.imoseb.net>

RAPPORT DE LA CONSULTATION

Didier Babin, Secrétaire exécutif du Processus consultatif vers un Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité (IMoSEB), a procédé à l'ouverture de la réunion en soulignant sa nature ouverte et exclusive et en notant que

des scientifiques et des gouvernements de l'Amérique latine participent au Comité directeur international du Processus consultatif.

Alfred Oteng-Yeboah, Coprésident du Comité exécutif de l'IMoSEB, a décrit le Processus consultatif comme étant un effort d'œuvrer pour une interface plus commune entre la connaissance scientifique et la prise de décision liée à la biodiversité. Il a expliqué qu'un IMoSEB pourrait intégrer l'information émanant de plusieurs sources et servirait pour aider la prise de décision du niveau local au niveau global.

Le mardi matin, les participants ont entendu une présentation sur la biodiversité et les médias, et ont tenu une discussion table ronde sur les besoins et les options identifiés par le Conseil exécutif de l'IMoSEB. Le mardi après-midi et toute la journée du mercredi, les participants se sont répartis en deux groupes de travail pour débattre des divers sujets, notamment: les options possibles pour un IMoSEB; les modalités d'application de l'option choisie à une échelle locale; et les besoins spécifiques de l'Amérique latine. Les discussions ont également porté sur les options éventuelles pour la structure et la gouvernance de l'option retenue, le rôle des médias, du secteur privé et des communautés autochtones. Le mercredi après-midi, les participants se sont réunis en séance plénière pour examiner et finaliser les résultats de la réunion. Le rapport qui suit résume les principales discussions et questions analysées au cours de la consultation.

PRÉSENTATION

Mardi, le 2 octobre, Tim Hirsch, consultant sur les médias, a présenté un exposé sur "Biodiversité et Médias", et a mis l'accent sur la nécessité d'améliorer la communication sur les questions liées à la biodiversité.

Expliquant que l'action politique résulte souvent d'une préoccupation du public, il a suggéré des stratégies pour accroître la sensibilisation du public sur la pertinence des questions de biodiversité pour la «vraie vie», notamment: faire le compte rendu des «bonnes nouvelles» aussi bien que des crises; veiller à ce que l'information ne soit pas trop technique; mettre l'accent sur les aspects

liés à la biodiversité des événements «courants» tels que le développement industriel, les catastrophes naturelles ou la famine. Il a ajouté que le fait d'avoir un organe scientifique internationalement reconnu et approuvé par les gouvernements, à l'instar du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), peut aider à assurer un reportage équilibré sur les questions environnementales. Il a conclu en suggérant qu'un IMoSEB devrait accorder de l'importance aux techniques et aux ressources de la communication, mais ne devrait pas s'attendre à ce que les journalistes deviennent des «évangélistes» pour une cause.

Au cours de la discussion, plusieurs participants ont souligné que souvent, le grand public ne reconnaît pas la valeur des services écosystémiques, ou le coût réel de la perte de biodiversité. Hirsch a relevé que les «avantages» sont perçus différemment par différents groupes, et que pour bon nombre de questions il n'existe pas de réponses nettes «justes» ou «fausses», mais qu'une information améliorée et plus équilibrée pourrait aider le débat. Les participants ont également déclaré: que la perte de biodiversité peut être facilement démontrée; que les intérêts en jeu sont souvent opposés à la dénonciation de la perte de biodiversité; que les attitudes anthropocentriques peuvent engendrer chez les humains le sentiment d'être



Tim Hirsch, consultant sur les médias

«séparés de la nature»; et que les publications faisant autorité telles que la Liste rouge de l'Union Mondiale pour la Nature-UICN peuvent contribuer à la sensibilisation.

Au cours du débat sur la communication et le rôle potentiel des médias dans un IMoSEB, Hirsch a souligné que la stratégie de communication d'un IMoSEB pourrait suivre son modèle organisationnel, et qu'un «réseau des réseaux» serait mieux servi par une stratégie de communication décentralisée qui s'inspire de l'expérience acquise par les différents pays en travaillant avec leurs propres médias.

TABLE RONDE SUR LES BESOINS ET LES OPTIONS

Oteng-Yeboah, animateur de la table ronde sur les besoins et les options, a résumé trois principaux besoins identifiés pour un IMoSEB, à savoir: l'expertise scientifique indépendante; l'amélioration de la capacité; et la communication et l'accessibilité de l'information. Il a également expliqué trois principes directeurs pour un IMoSEB qui sont: la crédibilité scientifique; la légitimité politique et l'accessibilité pour les utilisateurs.



Alfred Oteng-Yeboah, Coprésident du Comité exécutif de l'IMoSEB

Babin a mis en exergue les résultats des autres consultations régionales et des discussions du Comité exécutif, et a déclaré que deux options potentielles avaient émergé: un mécanisme de groupe intergouvernemental; ou un «méta-réseau» des conventions et de parties prenantes liées à la biodiversité, incluant un organe directeur et un groupe consultatif élargi.

Au cours de la discussion qui a suivi, un certain nombre de participants ont demandé plus de détails sur le Processus à ce jour, ainsi que les points de vue des gouvernements des pays de l'Amérique latine. Maxime Thibon, du Secrétariat de l'IMoSEB, a indiqué qu'un certain nombre de pays de la région, notamment le Brésil, la Colombie et l'Argentine, réfléchissent encore sur leurs positions par rapport à un IMoSEB

Discussion: Un participant a souligné la nécessité de tenir compte des considérations légales, économiques et sociales lors de la prise de décision sur la gestion de la biodiversité. Oteng-Yeboah a rétorqué que des organes tels que l'Organe Subsidaire chargé de fournir des Avis Scientifiques, Techniques et Technologiques (OSASTT) de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) sont dominés par les questions politiques et qu'un IMoSEB aurait pour but de fournir une source consolidée d'information purement scientifique non influencée par la politique. Babin a ajouté qu'actuellement, la prise de décision ne respecte pas toujours les données scientifiques, et a souligné la nécessité de se concentrer sur l'information dont les décideurs ont besoin.

Plusieurs participants ont mis l'accent sur la valeur des systèmes nationaux et régionaux, et ont voulu savoir comment un IMoSEB pourrait interagir avec les processus déjà existants tels que l'OSASTT. Oteng-Yeboah a indiqué qu'un IMoSEB devrait être applicable à différents niveaux de la prise de décision et fournir aux décideurs, des exemples pour des situations similaires dans d'autres parties du monde. Il a ajouté que la CDB ne dispose pas d'une organisation de «propagande» telle que le GIEC pour attirer l'attention des gouvernements et du public, et qu'un tel organe pourrait également couvrir les autres conventions liées à la biodiversité telles que la Convention de Ramsar sur les zones humides, la Convention sur la Conservation des Espèces migratrices (CMS) et la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES).

Les autres points soulevés par les participants incluaient: l'utilité des approches du niveau local dans plusieurs pays de l'Amérique latine; la valeur des indicateurs de biodiversité pour aider les décideurs à analyser les compromis; la difficulté à obtenir l'information scientifique fiable à la vitesse voulue par les décideurs; et les questions entourant la coordination, l'identification, le partage et la l'appartenance des données.

DISCUSSIONS AU SEIN DES GROUPES DE TRAVAIL

Le mardi après-midi et le mercredi matin, deux groupes de travail se sont réunis en sessions parallèles pour débattre des options pour un éventuel IMoSEB. Oteng-Yeboah a également demandé aux participants d'examiner: le rôle potentiel des médias, du secteur privé et des communautés autochtones; les modalités d'application de l'option choisie au niveau local; les besoins spécifiques de l'Amérique latine; si l'IMoSEB devrait traiter tous les sujets, ou se concentrer sur les demandes des décideurs; la structure et la gouvernance de l'option choisie; et les options possibles pour le financement d'un IMoSEB dans la région.

Les discussions au sein des groupes ont été informelles et plusieurs membres de groupe ont contribué à la présentation des résultats des discussions en séance plénière après chaque session.

GROUPE DE TRAVAIL I: Soulignant que les conventions liées à la biodiversité disposent déjà d'organes d'experts scientifiques, le groupe a préféré un IMoSEB qui ressemblerait à un «méta-réseau» (réseau des réseaux), plutôt qu'un nouveau groupe d'experts. Les participants ont eu le sentiment qu'un groupe pourrait devenir politisé, et pourrait chercher à réaliser une représentation sectorielle et régionale élargie. Les membres du Groupe ont par conséquent préféré débattre des méthodes pour renforcer les réseaux nationaux et régionaux existants de biodiversité. Ils ont par ailleurs noté que l'information sur la biodiversité est très diversifiée, souvent spécifique à une région et peut être difficile à intégrer.

Le Groupe a pensé que le rôle des gouvernements pourrait consister aussi bien à fournir qu'à recevoir de l'information d'un IMoSEB, et a souligné l'importance de la fiabilité et de la légitimité des données, ainsi que du respect de la souveraineté nationale.

Pour ce qui est de la structure d'un IMoSEB, le Groupe a suggéré la formation de comités spéciaux sur des questions spécifiques, et que ces comités soient constitués de scientifiques et d'autres fournisseurs de l'information tels que les communautés autochtones et les détenteurs du savoir traditionnel. Un mécanisme pour intégrer l'information existante et les résultats des consultations, présenter l'information sous une forme utilisable pour les décideurs et les médias, a été considéré comme un aspect clé.

À propos des caractéristiques et des besoins spécifiques de l'Amérique latine, le groupe a mis l'accent sur la grande diversité et la variabilité de la région, aussi bien en termes de répartition de biodiversité qu'en termes de langues, de systèmes de gouvernement et de sophistication des systèmes



Participants au Groupe de travail I



Les groupes de travail ont examiné les options possibles pour un IMoSEB, telles qu'un "méta-réseau" des conventions et de parties prenantes liées à la biodiversité.

techniques et scientifiques en place. La valeur du savoir traditionnel et autochtone dans la région a également été soulignée.

Étant donné ces caractéristiques, le groupe a mis un accent particulier sur la nécessité pour le financement de soutenir à la fois la structure du système et ses activités de collecte et de diffusion de l'information, soulignant l'exemple passé d'un réseau de biodiversité géré par l'UICN qui a bien fonctionné tant que le financement était assuré. Les participants ont fait appel à un inventaire des réseaux d'information existants, et à l'accès des communautés autochtones à l'information, relevant les barrières linguistiques et géographiques existant dans plusieurs parties de la région. Les membres du groupe ont également souligné la nécessité de prise de décision de la base vers le haut, des consensus au niveau national et du respect des questions sensibles telles que les données phytosanitaires et commerciales.

A propos du financement d'un IMoSEB, le groupe n'a pu aboutir à aucune conclusion définitive, mais a néanmoins suggéré qu'un financement de base serait requis au niveau global, et que chaque niveau régional ou national, devra chercher ou obtenir un financement supplémentaire en fonction des besoins spécifiques de la recherche et du réseau pour chaque question.

GROUPE DE TRAVAIL II: Ce groupe de travail a proposé deux options possibles pour un IMoSEB, à savoir: une nouvelle option combinant des réseaux scientifiques et techniques dirigés par un organe politique pour en assurer l'autorité et la légitimité; ou un méta-réseau. Dans le cas de la «nouvelle option», le groupe a suggéré que les réseaux travaillent sur les questions par région géographique, dans des équipes spéciales dépendant des régions concernées ou des disciplines scientifiques pertinentes à chaque question. Bon nombre de participants ont approuvé les aspects du modèle de l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire tels que l'indépendance du conseil scientifique. Un participant a souligné qu'une telle option ne devrait pas faire double



Participants au Groupe de travail II

emploi avec les structures existantes telles que l'OSASTT. Des membres du groupe ont également commencé à concevoir une structure de la «nouvelle option» qui par la suite a été finalisée en séance plénière.

Dans l'option pour un méta-réseau, le groupe était en faveur du renforcement des mécanismes locaux, nationaux et régionaux existants, ces réseaux étant coordonnés par l'IMoSEB à travers le travail de groupes techniques. Ces groupes techniques impliqueraient tous les secteurs, y compris les groupes autochtones et le secteur industriel, et intégrerait les facteurs économiques et sociaux.

Dans l'un ou l'autre cas, les participants ont pensé que les gouvernements devraient travailler en étroite collaboration avec les membres de l'IMoSEB, notant que la science doit être utilisée pour aider les décideurs à évoluer d'un mode de réflexion à court terme vers un mode de réflexion à long terme. Ils ont ajouté qu'actuellement, la recherche scientifique est guidée par les débats du jour, et non l'inverse. Le groupe a également convenu qu'une stratégie de communication et d'éducation d'envergure devra constituer une partie fondamentale de l'IMoSEB.

Pour ce qui est des besoins spécifiques de l'Amérique latine, le groupe a souligné la nécessité de systématiser et d'organiser l'information existante, et a appelé à une analyse des systèmes existants, de leur mode de fonctionnement et des améliorations à apporter dans le partage de l'information, en particulier entre les organes de recherche. Les participants ont également mis l'accent sur le conflit qui peut exister entre les décisions politiques et le conseil scientifique, soulignant que la reconnaissance officielle d'un IMoSEB serait nécessaire au niveau des pays, pour assurer la pertinence politique de l'organe. À cet égard, le groupe a recommandé que le Secrétariat d'un IMoSEB devra inclure des personnes chargées de maintenir des liens étroits entre les pays et l'IMoSEB, et de veiller à ce que les résultats de l'IMoSEB reflètent les «réalités nationales» dans la région.

À propos du financement d'un IMoSEB, le groupe de travail a souligné qu'il serait nécessaire de financer aussi bien le Secrétariat d'un IMoSEB que les réseaux d'information locaux et la production de l'information.

EXAMEN DES RÉSULTATS DE LA RÉUNION

Le mercredi après-midi, les participants se sont réunis en séance plénière pour examiner et finaliser les résultats des discussions table ronde et au sein des groupes de travail sur les options et les besoins, en s'appuyant sur un projet de «Résumé des Discussions» préparé par le Secrétariat. Au cours des discussions, le document a été finalisé et approuvé; son contenu sera reflété dans le rapport final de la Consultation régionale latino-américaine.

OPTIONS ET BESOINS POUR UN IMoSEB: Ouvrant la discussion, Thibon a présenté une déclaration de DIVERSITAS Argentine qui approuve les besoins identifiés par le Comité exécutif de l'IMoSEB dans le document intitulé «Besoins et Options»; et encourage la réunion à œuvrer pour un IMoSEB sous forme d'un groupe intergouvernemental, mais qui prendrait également en compte les avantages d'un méta-réseau et encouragerait une collaboration étroite entre les gouvernements et les conventions liées à la biodiversité.



Maxime Thibon, Secrétariat de l'IMoSEB



Les groupes de travail ont présenté leurs rapports à la plénière qui par la suite a débattu de la structure d'un éventuel IMoSEB, des besoins spécifiques de l'Amérique latine et du rôle du secteur privé, des médias et des communautés autochtones.

La réunion, ayant convenu qu'aucune des deux options pour un IMoSEB initialement présentées par le Comité exécutif de l'IMoSEB n'était entièrement satisfaisante, a proposé deux nouvelles options.

La première option était la "nouvelle" option proposée par le Groupe de travail II, et consistait en un groupe international de scientifiques, de personnalités politiques et d'autres intervenants œuvrant dans le domaine de la biodiversité, pour conférer une légitimité à l'organisation, appuyé par un «réseau des réseaux» pour l'échange, la systématisation et le développement de l'information scientifique. Un troisième aspect de l'option serait le personnel désigné par l'IMoSEB pour maintenir un lien étroit avec les processus nationaux liés à la biodiversité, et y participer. Les participants ont estimé que ce modèle comporte une combinaison des deux options initiales de l'IMoSEB présentées par son Comité exécutif de l'IMoSEB. La réunion a également examiné l'ébauche de la structure de cette option, tout en reconnaissant que cette structure nécessiterait plus de travail et d'autres consultations dans la région. Un schéma du projet de structure a été préparé, incluant des caractéristiques telles que des nœuds ou points focaux de l'IMoSEB et la possibilité pour les conventions liées à la biodiversité d'être représentées dans le Groupe intergouvernemental. Le Secrétariat a indiqué que le schéma du projet de structure sera inclus dans le rapport final de la Consultation.

La deuxième option a été proposée dans les deux groupes de travail. Elle recommande de s'appuyer sur les réseaux et les mécanismes d'information scientifique existants et l'amélioration de la prise de décision nationale et régionale sur les questions de biodiversité. Ce modèle a également proposé des groupes techniques impliquant tous les utilisateurs de biodiversité, pour analyser l'information scientifique et l'intégrer dans le contexte socio-économique et culturel. Une autre caractéristique de ce modèle serait les accords officiels avec les gouvernements nationaux pour conférer une autorité au travail des groupes techniques. Dans les discussions sur ce modèle, certains participants ont déclaré que les décisions nationales, mais pas les globales, ont des impacts considérables sur la biodiversité, et que l'IMoSEB devra accorder la priorité au travail effectué au niveau national. Les autres participants ont relevé que les décisions et les développements à tous les niveaux, du global au local, affectent la biodiversité.

Bon nombre de participants ont souligné que les deux options visent à assurer le respect des intérêts des gouvernements nationaux et la collaboration des gouvernements aux processus de l'IMoSEB. À cet égard, les participants ont débattu de la manière de refléter dans le résumé des Discussions, le faible niveau de représentation officielle des gouvernements à la Consultation. Un participant a pensé que la faible représentation nationale reflète le niveau de l'attention accordée à la recherche sur la biodiversité dans la région. Notant que la réunion a été organisée sur un bref délai,

le Secrétariat a expliqué que certains pays qui n'avaient pas participé ont néanmoins exprimé l'intention d'envoyer leurs points de vue à une date ultérieure.

Résultat final: Le Résumé des Discussions porte sur l'examen des besoins et des options. Le préambule, entre autres:

- stipule que la consultation régionale latino-américaine approuve les besoins identifiés à la Consultation régionale européenne, en particulier l'importance du renforcement de la communication et de l'accessibilité des résultats de la recherche scientifique, ainsi que de la communication aux décideurs, de cette information sous une forme utilisable;
- prend note du faible niveau de participation des gouvernements nationaux à la consultation;
- souligne la crédibilité scientifique et la légitimité politique comme facteurs clés nécessaires pour assurer l'acceptation par les gouvernements et les utilisateurs de la biodiversité, de l'information générée par un IMoSEB;
- note que les formes d'information scientifique telles que le savoir traditionnel, devront également être prises en compte;
- définit "les utilisateurs de la biodiversité" comme incluant les gouvernements, le secteur privé, les ONG, les communautés autochtones et locales, et la société civile; et
- convient qu'un mécanisme pour répondre aux besoins définis devra rendre l'information disponible à tous les niveaux de la prise de décision, tout en respectant les points de vue nationaux.

Le texte présente ensuite un résumé des deux options identifiées pour un tel mécanisme. La première option consisterait en:

- un groupe international constitué de scientifiques, de personnalités politiques et d'autres intervenants œuvrant dans le domaine de la biodiversité;
- un "réseau des réseaux" pour renforcer, systématiser et développer l'information scientifique, y compris des groupes spéciaux pour des questions spécifiques; et
- une collaboration étroite avec les processus nationaux liés à la biodiversité, à travers des personnes désignées par l'IMoSEB pour maintenir le contact avec les processus nationaux et y participer.

Les caractéristiques de la deuxième option comprennent:

- un renforcement des réseaux et mécanismes d'information scientifique existants, avec un accent sur l'amélioration de la prise de décision aux niveaux national et régional sur les questions de biodiversité;
- des groupes techniques impliquant tous les utilisateurs de la biodiversité, coordonnés par l'IMoSEB, pour analyser l'information scientifique et l'intégrer dans le contexte socio-économique et culturel; et
- des accords officiels avec les gouvernements nationaux pour assurer la prise en compte des résultats dans la prise de décision.

BESOINS SPÉCIFIQUES DE L'AMÉRIQUE LATINE:

Les participants ont discuté des aspects spécifiques de la région de l'Amérique latine et des besoins particuliers auxquels devra répondre un IMoSEB pour être efficace dans la région.

Commentant sur la biodiversité de la région, les participants ont noté que les écosystèmes d'Amérique centrale et du sud, et des Îles Caraïbes sont étroitement liés, que certains pays y sont très diversifiés alors que dans l'ensemble, ils sont dotés d'écosystèmes de très grandes richesses, avec souvent de hauts niveaux d'endémisme. Cependant, plusieurs participants ont convenu que l'Amérique latine pourrait être considérée comme une «série d'îles» en termes de recherche et de systèmes d'information, où la sophistication et le fonctionnement des systèmes scientifiques et techniques varient considérablement d'un bout à l'autre de la région. La réunion a conclu qu'un IMoSEB devra trouver les moyens de surmonter cette fragmentation pour pouvoir mettre en place un réseau et une coopération efficaces. Certains participants ont suggéré des incitatifs à une telle action, similaires à celles qui existent dans les projets financés par l'Organisation des États Américains.

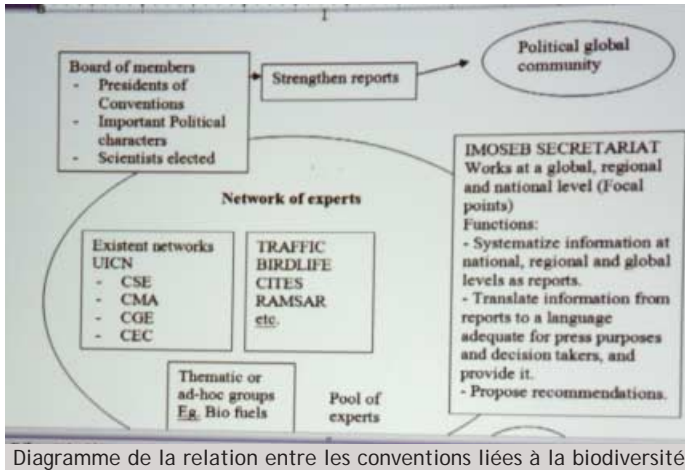


Diagramme de la relation entre les conventions liées à la biodiversité

Résultat final: Le Résumé des Discussions présente les grandes lignes des besoins spécifiques et les enjeux pour l'Amérique latine, notamment:

- l'accès à l'information pour les communautés autochtones et locales, en tenant compte des barrières linguistiques;
- le renforcement de l'éducation et de la communication de l'information à tous les niveaux, y compris les groupes d'évaluation du niveau local;
- un inventaire des réseaux existants avec leurs mandats et leurs méthodes de fonctionnement;
- le renforcement des capacités nationales lorsque nécessaire, pour faciliter l'harmonisation des réseaux;
- réduire l'écart entre les différentes conventions et forums traitant des questions de biodiversité
- une analyse des liens entre les réseaux et les pays, et de l'efficacité de ces réseaux;
- des mécanismes pour s'occuper de la fragmentation et des différences entre les groupes d'experts scientifiques, y compris des incitatifs pour une telle action;
- un examen des processus consultatifs scientifiques à l'intérieur de chaque pays, et un renforcement des mécanismes consultatifs intersectoriels liés à l'utilisation de la biodiversité;
- un financement des réseaux locaux et des rapports de base; et
- surpasser les conflits entre l'information scientifique et les décisions politiques liées à la biodiversité.

RELATIONS ENTRE LES CONVENTIONS LIÉES À LA BIODIVERSITÉ:

Les participants ont convenu que des liens très étroits existent entre l'IMoSEB et la CDB, et que l'IMoSEB agit également comme un «pont» qui relie les autres conventions liées à la biodiversité, de manière à s'assurer que les questions de biodiversité ne sont pas examinées par «fragments», mais plutôt à travers des solutions intégrées. Alors que certains participants ont suggéré que l'IMoSEB se concentre sur l'aide à la réalisation des objectifs de la CDB, un participant a souligné que l'IMoSEB ne doit pas nécessairement être lié uniquement à l'agenda de la CDB.

Résultat final: Le Résumé des Discussions sur la relation entre l'IMoSEB et les conventions liées à la biodiversité, notamment la CDB, la CMS, la CITES et la Convention de Ramsar sur les zones humides, stipule qu'un IMoSEB devra entretenir des liens très étroits avec la CDB, et travailler en collaboration avec les organes scientifiques subsidiaires des conventions liées à la biodiversité et les autres réseaux scientifiques existants, y compris l'UICN

ROLE DU SECTEUR PRIVÉ: Le rôle potentiel du secteur privé dans un IMoSEB a été longuement débattu. Certains participants étaient favorables à la participation du secteur privé qu'ils considéraient comme des utilisateurs importants de la biodiversité et des partenaires de financement potentiels. D'autres par contre ont fait une mise en garde contre une implication du secteur privé qui pourrait conduire à une pression, ou à la perception de pression, de la part des intérêts commerciaux, ce qui pourrait compromettre la

crédibilité scientifique d'un IMoSEB ou réduire la volonté de certains groupes autochtones à participer au processus. Un participant a noté que de nombreux partenariats publics-privés ont réussi à protéger la biodiversité dans la région, et ont souligné que d'importantes organisations philanthropiques sont parmi les plus grands bailleurs de fonds de la conservation de la biodiversité du continent. En fin de compte, les participants ont convenu que le secteur privé doit être approché avec prudence.

Résultat final: Le Résumé des Discussions stipule que le secteur privé est un grand utilisateur de la biodiversité et peut contribuer à l'identification des thèmes liés à l'interface science-politique, et que l'assistance financière potentielle du secteur privé doit refléter l'action «en faveur de la biodiversité».

ROLE DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET AUTOCHTONES:

Oteng-Yeboah a relevé que souvent, les populations autochtones assurent la gestion des zones riches en biodiversité dans lesquelles elles vivent, et sont directement touchées par les changements de biodiversité. De nombreux participants ont convenu que les populations autochtones doivent être impliquées dans l'IMoSEB, tout comme tous les utilisateurs de la biodiversité, et que des efforts doivent être entrepris pour montrer à ces populations les avantages de l'implication, et veiller à ce que l'information «circule dans les deux sens». Un participant a ajouté que les communautés autochtones ne pensent pas toujours à la «conservation de la nature» de la même manière que les occidentaux, ces derniers pouvant tendre à considérer la nature comme séparée des humains. Un autre a ajouté que les populations autochtones exercent un grand contrôle sur la biodiversité, et a exhorté à la reconnaissance du lien entre les parcs nationaux et les populations autochtones. Un participant a souligné que les communautés autochtones ont des structures de prise de décision différentes et des systèmes logistiques et de communication limités, ce qui pose des défis particuliers pour l'intégration de ces populations et de leur savoir dans l'IMoSEB.

Oteng-Yeboah a déclaré que les objectifs de la CDB incluent à la fois la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, et font une référence spéciale aux populations autochtones. Il a suggéré qu'un IMoSEB pourrait se pencher également sur la science des aspects sociaux et économiques de l'utilisation par les populations autochtones de la biodiversité. Certains participants ont également mis l'accent sur la nécessité d'inclure le savoir traditionnel des populations autochtones dans un IMoSEB, soulignant que les décideurs aussi bien que les scientifiques peuvent mettre ce savoir à profit.

Résultat final: Le Résumé des Discussions reconnaît l'importance des communautés locales et autochtones dans la gestion et la conservation de la biodiversité de la région, et souligne l'importance de l'évaluation et de l'intégration du savoir traditionnel, et de la nécessité de tenir compte dans le travail, des sensibilités liées aux questions interculturelles.

SÉANCE PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Lors de la séance plénière de clôture, les participants se sont penchés sur la nature d'un IMoSEB. Un participant a déclaré qu'un IMoSEB réussi devra s'appuyer sur les actions et le financement des pays, mais qu'un processus d'apprentissage était en cours. Un autre participant a noté que l'amélioration de l'information scientifique constitue certes le but déclaré de l'IMoSEB, mais que la science n'est pas toujours «pure» et que les perceptions du seuil entre la conservation et le développement peuvent varier. Oteng-Yeboah a observé qu'un organe tel que le GIEC peut certes produire des données revues par des pairs et standardisées, mais que la manière dont on utilise cette information est «toute une autre histoire».

Les participants ont également débattu de l'appellation éventuelle d'un IMoSEB. Plusieurs d'entre eux ont insisté sur la nécessité d'un nom plus simple qui capterait l'imagination du public et des médias. Oteng-Yeboah a confirmé que la

Consultation régionale asiatique avait également exprimé le désir de changer le nom, et Babin a ajouté qu'«IMoSEB» était juste un label à utiliser lors du processus consultatif. Plusieurs appellations ont été suggérées et quelques participants ont penché pour «Réseau de Connaissance pour la Vie sur la Terre» ou «Bio-décision».

Les participants ont remercié le Secrétaire exécutif de l'IMoSEB d'avoir accueilli et organisé cette réunion. Babin a remercié l'Argentine, pays hôte, le Deuxième Congrès latino-américain des parcs nationaux et autres aires protégées, et le Comité latino-américain de l'UICN. Oteng-Yeboah a félicité les participants pour les résultats détaillés et concrets, notant que les résultats de cette consultation seraient ajoutés à ceux des autres consultations régionales pour un dernier examen. Il a clos la réunion à 17h11.



Didier Babin, Secrétaire exécutif du Processus consultatif vers un IMoSEB

PROCHAINES RÉUNIONS

CINQUIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL DE COMPOSITION NON LIMITÉE SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES, CDB:

Cette réunion qui est organisée par le Secrétariat de la CDB, se tiendra du 8 au 12 octobre 2007 à Montréal, Canada. La réunion poursuivra le travail de la CDB sur les aspects d'un régime international sur l'accès et le partage des avantages, y compris l'accès aux ressources génétiques, le consentement préalable en connaissance de cause et le savoir traditionnel. Pour plus de détails, contacter: Secrétariat de la CDB; tel: +1-514-288-2220; fax: +1-514-288-6588; e-mail: secretariat@cbd.int; internet: <http://www.cbd.int/doc/meeting.aspx?mtg=ABSWG-05>

CINQUIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL DE COMPOSITION NON-LIMITÉE CHARGÉ D'EXAMINER L'APPLICATION DE L'ARTICLE 8(j) ET DES DISPOSITIONS CONNEXES, CDB:

Cette réunion qui est organisée par la CDB du 15 au 19 octobre 2007, à Montréal, Canada, examinera un rapport périodique sur le programme de travail de l'Article 8(j), ainsi que le plan d'action pour la préservation du savoir traditionnel, les innovations et les pratiques. Pour plus de détails, contacter: le Secrétariat de la CDB; tel: +1-514-288-2220; fax: +1-514-288-6588; e-mail: secretariat@cbd.int; internet: <http://www.cbd.int/doc/meeting.aspx?mtg=WG8J-05>

CONSULTATION RÉGIONALE OCÉANIE DE

L'IMoSEB: La Consultation régionale Océanie du processus de l'IMoSEB se tiendra les 19 et 20 octobre 2007, à Alotau, Papouasie Nouvelle Guinée, avant la Huitième Conférence des Îles du Pacifique sur la Conservation de la Nature et des aires protégées. Pour plus de détails, contacter le Secrétariat exécutif de l'IMoSEB; e-mail: executive-secretariat@imoseb.net; internet: <http://www.imoseb.net>

TROISIÈME RÉUNION DES PARTIES À

L'ACCOBAMS: Cette réunion est organisée par le Secrétariat de l'Accord sur la Conservation des Cétacés de la Mer Noire, de la Méditerranée et de la Zone Atlantique Adjacente (A.C.C.O.B.A.M.S.), du 22 au 25 octobre 2007 à Dubrovnik, Croatie. Elle devra se pencher sur la synthèse des rapports de mise en œuvre nationale des parties, et nommer les membres du comité scientifique. Pour plus de détails, contacter: Le Secrétariat de l'ACCOBAMS, tel: +377-93152078; fax: +377-93154208; e-mail: accobams@accobams.net; internet: <http://www.accobams.org/2006.php/parties/show/5>

CINQUIÈME CONFÉRENCE DE TRONDHEIM SUR LA BIODIVERSITÉ:

La Conférence de Trondheim se tiendra du 29 octobre au 2 novembre 2007 à Trondheim, Norvège. Organisée par le Gouvernement norvégien en collaboration avec le PNUE, cette conférence a pour but d'aider la CDB dans les préparatifs de la CdP-9 qui se déroulera en Allemagne en 2008. Pour plus de détails, contacter: Direction générale de l'administration de la nature; e-mail: trondheim.conference@dirnat.no; internet: <http://www.trondheimconference.org/>

DEUXIÈME SESSION DE L'ORGANE DIRECTEUR DU TIRPAA:

La deuxième session de l'Organe directeur du Traité international sur les Ressources Phytogénétiques pour l'Alimentation et l'Agriculture est organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) du 29 octobre au 2 novembre 2007 à Rome, Italie. La réunion examinera le Fonds Fiduciaire mondial pour la Diversité des Cultures, ainsi que la mise en œuvre du Système Multilatéral de Facilitation de l'Accès et de Partage des Avantages. Pour plus de détails, contacter: Shakeel Bhatti, Secrétaire du TISPAA; tel: +39-06-570-53057; fax: +39-06-570-56347; e-mail: shakeel.bhatti@fao.org; internet: http://www.planttreaty.org/gbnex_en.htm

COMITÉ DIRECTEUR INTERNATIONAL DE

L'IMoSEB: La dernière réunion du Comité directeur international du Processus consultatif vers un IMoSEB se tiendra du 15 au 17 novembre 2007 à Montpellier, France. Elle aura pour objectif de finaliser les recommandations et les propositions sur la base des résultats des consultations, afin de soumettre les recommandations à l'examen de la CdP-9 à la CDB en mai 2008. Pour plus de détails, contacter le Secrétariat exécutif de l'IMoSEB; e-mail: executive-secretariat@imoseb.net; internet: <http://www.imoseb.net>

GLOSSAIRE

CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CMS	Convention sur la Conservation des Espèces migratrices
CdP	Conférence des parties à la CDB
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IMoSEB	Mécanisme international d'expertise scientifique sur la biodiversité
ONG	Organisation non gouvernementale
OSASTT	Organe Subsidaire chargé de fournir des Avis Scientifiques, Techniques et Technologiques
UICN	Union Mondiale pour la Nature-UICN



Participants à la Consultation régionale sud-américaine de l'IMoSEB